



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 185

Texte de la question

## COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à M. Maurice Leroy, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Maurice Leroy. Le 11 septembre dernier, monsieur le Premier ministre, vous annonciez ici même un choc de compétitivité. Nous avons cru comprendre que vous alliez prendre des mesures pour alléger les charges des entreprises, petites, moyennes ou grandes. *(Les députés du groupe 'UMP regagnent peu à peu l'hémicycle. - Exclamations et rires sur les bancs du groupe SRC.)* Car tout le monde sait bien que le travail et la fiche de paie supportent le financement de toutes nos politiques sociales. Avec vous, on allait voir ce qu'on allait voir. Eh bien, on voit ! Dès juillet, vous augmentez les charges des entreprises de plus de 13 milliards d'euros. Ensuite, vous faites les poches des contribuables *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*, en les taxant de 7 milliards d'euros d'impôts supplémentaires. Avec le budget pour 2013, ce sont, cette fois, 27 milliards d'euros d'impôts nouveaux que payeront les entreprises et les familles. Sans oublier la punition infligée aux ouvriers du privé et du public, aux neuf millions de salariés de France qui voient leurs heures supplémentaires doublement pénalisées. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Dans le même temps, la France compte 30 000 chômeurs de plus chaque mois, faute de compétitivité. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

M. Henri Emmanuelli. Bravo la droite !

M. Maurice Leroy. Je sais que c'est dur de ne pas être arrogant quand on est dans la majorité, chers collègues, mais souffrez que l'opposition s'exprime, messeigneurs ! *(Sourires.)*

M. le président. Monsieur Leroy, veuillez poser votre question.

M. Maurice Leroy. Notre maître est trop bon... *(Sourires.)*

Votre plan B pour l'emploi est un véritable " planté " ! *(Rires sur les bancs des groupes UDI et UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

Les députés de l'Union des démocrates et indépendants vous demandent donc où est votre plan pour l'emploi. Où sont les propositions qu'attendent les 3 millions de chômeurs de notre pays et leurs familles ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, je vous ai écouté avec un peu d'incrédulité, je l'avoue (" Plan T, planté ! " sur de nombreux bancs des groupes UDI et UMP), me disant que vous recouriez à des additions absolument extravagantes et que vous faisiez preuve d'une amnésie confondante. Car l'état de l'économie française que vous décrivez, les prélèvements aujourd'hui décidés, ce sont le legs de dix ans de gouvernement de droite. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - " Ah ! " sur les bancs des groupes UDI et UMP.)* Le rappeler, ce n'est pas tourner en rond mais dire la vérité !

C'est vrai que nous avons en France un problème de compétitivité, que notre commerce extérieur est en déficit - c'est le déficit que vous nous laissez -, qu'il y a trois millions de chômeurs, que les chiffres de l'emploi ne sont pas bons, mais cela fait plus de dix mois que cela dure. C'est vrai que nous avons 1 700 milliards d'euros de dette publique, mais ce sont les vôtres : *(Exclamations sur plusieurs bancs des groupes UMP et UDI)* la dette a

crû de 600 milliards d'euros au cours du précédent quinquennat.

M. Daniel Fasquelle. Vous n'êtes pas commentateur mais ministre !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Ce que nous faisons, nous,...

Un député du groupe UMP. Rien !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. ...l'effort, historique, que nous menons, c'est un effort de redressement de nos comptes publics dans la justice, un effort de redressement de l'économie française. *(Nouvelles exclamations sur plusieurs bancs des groupes UMP et UDI).*

C'est pourquoi, comme vient de l'indiquer Jean-Marc Ayrault, il y aura, après la remise du rapport Gallois, sur la base du travail conduit sous l'égide du Premier ministre au sein du Gouvernement, un plan constructif, construit, global pour la compétitivité de l'économie française, qui traitera à la fois les questions de compétitivité hors coût, les réformes structurelles de notre économie qui sont attendues de nous, et les problèmes de compétitivité-prix. Ce plan sera conduit sans grever davantage le pouvoir d'achat. *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

En réalité, monsieur le député, vous avez fait un plaidoyer contre votre propre politique. Le redressement que nous mènerons, c'est celui qu'attendent les Français. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

Plusieurs députés des groupes UMP et UDI. Zéro ! Zéro !

## Données clés

**Auteur :** [M. Maurice Leroy](#)

**Circonscription :** Loir-et-Cher (3<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 185

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Économie et finances

**Ministère attributaire :** Économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [24 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 octobre 2012](#)